# Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement



Liherté Égalité Fraternité

> Décision de soumission à la réalisation d'une étude d'impact du projet d'extension de l'offre de stationnement du parc d'attraction « Parc Saint Paul » sur la commune de Saint-Paul (60)

> > Le préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet de la région Hauts-de-France, préfet du Nord, chevalier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.122-1, R.122-2 et R.122-3;

Vu le décret du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant Monsieur Bertrand Gaume, en qualité de préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord;

Vu l'arrêté ministériel du 16 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la « demande d'examen au cas par cas » en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement:

Vu l'arrêté du 12 octobre 2022 portant nomination de monsieur Jean-Gabriel Delacroy, administrateur de l'État hors classe, en tant que secrétaire général pour les affaires régionales auprès du préfet de la région Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté du 5 février 2024 portant délégation de signature à monsieur Jean-Gabriel Delacroy, secrétaire général pour les affaires régionales des Hauts-de-France ;

Vu la demande d'examen au cas par cas n°2023\_7561 relative au projet d'extension de l'offre du stationnement du parc d'attraction « Parc Saint Paul » situé à Saint-Paul reçue le 22 novembre 2023 ;

Considérant que le projet relève, d'après les éléments fournis, de la rubrique 41)a° (aire de stationnement ouverte au public de 50 unités et plus) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement :

Considérant la nature et l'ampleur du projet, qui consiste à créer une aire de stationnement supplémentaire pour le parc d'attractions « Saint-Paul » composée de 100 places, occupant 2 000 m² sur un terrain actuellement en pâture de 6,2 ha;

Considérant l'emplacement du projet, à proximité de parcelles agricoles et boisées, séparé du parc d'attractions par l'axe routier départemental 931;

Considérant l'absence d'étude de trafic qui aurait permis de justifier le dimensionnement de l'aire de stationnement prévue et de prendre en compte les flux de véhicules générés par le parc ainsi que par le supermarché situé à proximité du site;

Considérant l'absence de description d'aménagements sécurisés de la traversée piétonne de la route départementale n° 931 pour permettre aux futurs usagers de l'aire de stationnement d'accéder au parc

44 rue de Tournai - CS 40 259 - 59 019 LILLE Cedex

Tél.: 03 20 13 48 48- Fax: 03 20 13 48 78

Horaires d'ouverture et modalités d'accueil sur : http://www.hauts-de-france.developpement-durable.gouv.fr Suivez-nous sur : facebook.com/prefethord - twitter.com/prefet59 - linkedin.com/company/prefethdf/

d'attractions, qu'à ce titre des mesures spécifiques devront être mises en place pour garantir leur sécurité;

Considérant que le dimensionnement de l'accès à cette future zone de stationnement n'est pas décrit, ce qui ne permet pas d'apprécier si le croisement des véhicules et des piétons pourra se faire en toute sécurité;

Considérant que l'étude « faune flore habitats naturels et étude zones humides » du dossier conclut à la présence d'enjeux modérés et de zones humides ;

Considérant que le projet évite les impacts des zones humides mais qu'il ne préserve pas les continuités entre les zones humides ;

Considérant que le projet ne prévoit pas de mesure favorable aux enjeux modérés pour les oiseaux, les chiroptères et les reptiles ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

## **DÉCIDE**

#### Article 1er

Le projet d'extension de l'offre du stationnement du parc d'attraction « Parc Saint Paul » sur la commune de Saint-Paul (60) doit faire l'objet d'une étude d'impact, dont le contenu est défini à l'article R.122-5 du code de l'environnement.

#### Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

### Article 3

Le secrétaire général pour les affaires régionales et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site internet de la DREAL des Hauts-de-France.

Fair à Lille, le 300 AWR.

Pour le préfet et par délégation, le secrétaire général pour les affaires régionales

Jean-Gabriel DELACROY

## Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux, lequel doit être précédé, sous peine d'irrecevabilité, d'un recours administratif préalable.

Le recours administratif préalable obligatoire doit être adressé dans un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision à :

DREAL Hauts-de-France 44 rue de Tournai – CS 40 259 – 59 019 Lille Cedex

Ce recours administratif préalable doit également être transmis en copie à :

Préfecture de la région Hauts-de-France 12 rue Jean-Sans-Peur – 59 800 LILLE

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet du recours administratif préalable obligatoire.

Les particuliers et les personnes de droit privé peuvent saisir le tribunal administratif par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site <u>www.telerecours.fr</u> dans un délai de deux mois à compter soit de la notification de la décision de rejet du recours administratif préalable soit de l'intervention de la décision tacite de rejet.